

# Lettre Soutien à la parentalité



## SOMMAIRE

- p.2 - Parents après la séparation,  
comment continuer à conjuguer  
ensemble ?
- p.4 - La gouvernance du Schéma  
départemental d'accompagnement  
des familles
- p.5 - Portrait de la référente  
départementale parentalité
- p.6 - Les événements  
en Essonne
- p.7 - Zoom Acteur !

*Le Soutien à la parentalité en Essonne évolue. Une Instance nationale d'appui à l'animation de la politique parentalité (Inaapp) se crée pour accompagner le déploiement de la fonction d'animation des dispositifs. Elle organise et accompagne le fonctionnement du réseau régional, partage les pratiques par la mise en place d'un réseau de référent parentalité, auquel participe Hatice Calik Référente parentalité à la Caf de l'Essonne (portrait page 5). Dans ce 6<sup>e</sup> numéro, nous parlons de la journée « Parents après la séparation », du 6 décembre 2016, et présentons le fonctionnement du Schéma départemental d'accompagnement des familles qui impulse la transversalité et l'articulation entre dispositifs et partenaires. Hatice Calik, notre nouvelle référente départementale Parentalité présente son parcours et ses missions. Enfin, les événements en Essonne vous sont présentés ainsi qu'un zoom sur l'association « La caravane du partage ».*

# Parents après la séparation, comment continuer à conjuguer ensemble ?



**L**a séparation ou le divorce peuvent fragiliser la vie des familles : changement de repères, recherche d'un équilibre dans une nouvelle configuration, gestion des émotions, des conflits éventuels... les enfants se retrouvent souvent au cœur de ces bouleversements.

Les parents se questionnent sur les solutions à trouver « dans l'intérêt de leurs enfants » : comment rester parents quand tout est remis en question ? comment maintenir des liens avec les enfants ? comment et dans quelles conditions maintenir la communication avec l'ex-conjoint pour prendre les bonnes décisions ?

Autant d'interrogations que connaissent bien les acteurs de terrain qui interviennent auprès des familles séparées.

Le 6 décembre dernier à Brétigny-sur-Orge, plus de 150 professionnels ont participé à la journée départementale sur le thème de la séparation organisée par la Caf de l'Essonne.

Christine Mansiet, directrice de la Caf de l'Essonne, a introduit la journée en rappelant que « la séparation et le divorce sont des phénomènes de société. Un couple sur trois se sépare en province et un sur deux en Île-de-France. Les conséquences, notamment pour les enfants, sont parfois mal prises en charge », a expliqué Christine Mansiet. « C'est pour cette raison que nous souhaitons assurer la coordination et la mise en relation des acteurs et des professionnels qui œuvrent sur ce sujet afin d'accompagner les familles lors de ces moments difficiles. »

Viviane Pereira-Gomes, présidente du conseil d'administration, a insisté sur « la nécessité de focaliser

l'attention des professionnels sur les conséquences les plus délétères de la séparation et surtout d'accompagner les familles, parents et enfants, lorsque les obstacles se présentent ».

Puis un temps d'échanges et de réflexions animé par Martine Lepage-Carré, psychologue clinicienne et directrice générale de l'Association enquêtes et médiation (Aem) a réuni quatre experts présentant leur point de vue sur les enjeux de la séparation :

- Virginie Klotz, juge aux affaires familiales auprès du Tribunal de grande instance (Tgi) à Evry,
- Violaine Godart, thérapeute de couple, médiatrice familiale au Centre d'études cliniques de consultations et d'orientations familiales (Ceccof) de Paris,
- Sandrine Gautron, psychologue, directrice de l'Espace rencontre Tempo à Ris-Orangis accompagnée d'Alexis Chalon, psychologue clinicien.

Chacun de ces experts, a souligné que l'enfant n'est pas responsable de la rupture de la relation conjugale. Les intervenants ont évoqué la dimension psychologique et affective des conséquences d'une séparation, et ont rappelé l'importance de maintenir la place de chacun des parents dans l'intérêt de l'enfant.

**Et pourtant ce n'est pas si simple...** depuis la loi du 4 mars 2002 ces principes de co-parentalité et de co-éducation se développent pour répondre aux besoins des parents et à leur volonté de maintenir un lien légal ou équitable avec leurs enfants. Cependant, au quotidien, le niveau des conflits des parents, les souffrances possibles des enfants et les difficultés matérielles compliquent la mise en pratique d'une nouvelle organisation familiale

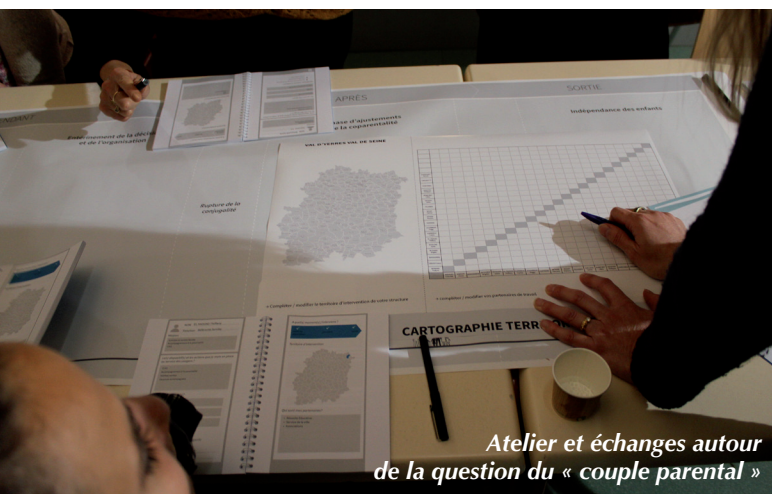


sereine. Le dialogue et le *modus vivendi* entre les deux parents sont pourtant les conditions pour accompagner au mieux et conjointement leur enfant jusqu'à son autonomie.

**Pour veiller au respect de la co-parentalité**, des critères sont prévus par les textes juridiques, en voici quelques-uns :

- l'aptitude de chacun des parents à respecter les droits de l'autre,
- les pratiques éducatives suivies par les parents,
- l'accord des parents,
- le principe de non séparation de la fratrie...

Des outils d'aide à la décision pour les juges aux affaires familiales peuvent être ordonnés tels que l'audition de l'enfant, l'enquête sociale, l'expertise médico-psychologique et/ou psychiatrique, la médiation familiale. Les personnes accueillies dans le cadre de la médiation familiale le sont avec respect et bienveillance, dans une reconnaissance de leur place et de leur rôle parental. L'accompagnement repose sur une prise en considération singulière de chaque membre de la famille, de l'histoire du couple et des relations parents-enfants.



Atelier et échanges autour de la question du « couple parental »

Dans la grande majorité des cas c'est un magistrat (juge aux affaires familiales ou juge pour enfants) qui ordonne une mesure de visite en Espace rencontre. Dans ce cadre, un soutien psychologique individuel et global est apporté lors des visites médiatisées.

Certains de ces Espaces rencontre mènent des actions complémentaires telles que des consultations, des groupes de parole, des ateliers pour enfants...

Ces échanges illustrent l'importance du travail en réseau. Véra Ribault, consultante au cabinet Prisma a partagé sa vision sur cette pratique.

*« Définir ce qu'est un réseau, adhérer au réseau, mettre en exergue la plus-value pour les professionnels, considérer*

*la valeur ajoutée des parents, permettre à chacun de bénéficier des ressources des autres sont autant de conditions pour réussir à faire vivre le réseau »*, explique Véra Ribault. Elle complète sur la nécessaire structuration du réseau composée d'instances distinctes (comité de pilotage, instance de concertation technique, un coordinateur, des référents et des groupes de travail) afin de le pérenniser.

### **« Croiser des regards pour une vision partagée » Voilà le leitmotiv du réseau**

Une fois les rôles respectifs de ces différentes instances précisés, Véra Ribault apporte quelques conseils : donner du sens, conserver toute la capacité d'autonomie et d'initiative des membres du réseau, avoir une utilité avérée, rester un lieu ouvert sur l'extérieur. Les échanges d'informations doivent permettre à chacun de mener à bien ses propres objectifs.

L'après-midi, une cinquantaine de participants s'est répartie en huit ateliers organisés par les Cabinets Open Communities et Talking Things. La présentation de chaque personne à partir de sa fiche acteur, la validation de la carte territoriale (implantation des interventions) et les relations avec les partenaires ont facilité la seconde étape des travaux.

Seul ou par groupe de deux, chacun a décrit les difficultés rencontrées par les acteurs de terrain. Puis la restitution a permis le placement de chaque carte sur le parcours usager (avant, pendant et après la séparation), et a engagé des échanges au sein de chaque atelier avec le *switch* de participants (changement de partenaires) prévu à un moment donné. Un guide du participant intitulé « Acteurs de terrain : construisons ensemble une vision partagée de nos enjeux » a été remis à chaque acteur inscrit aux ateliers.

### **Cette journée a été une belle réussite**

La forte mobilisation des participants témoigne de la dimension fédératrice de ce thème d'actualité qui soulève de nombreuses interrogations tant du côté des parents que de celui des professionnels.

Cette première rencontre a amorcé une perspective de travail en réseau qui doit se poursuivre localement. Ainsi de nouvelles coopérations vont pouvoir se développer à l'horizon 2017 autour de la mise en place d'actions ou d'informations collectives notamment dans le cadre du déploiement de la Garantie d'impayés de pensions alimentaires (Gipa).

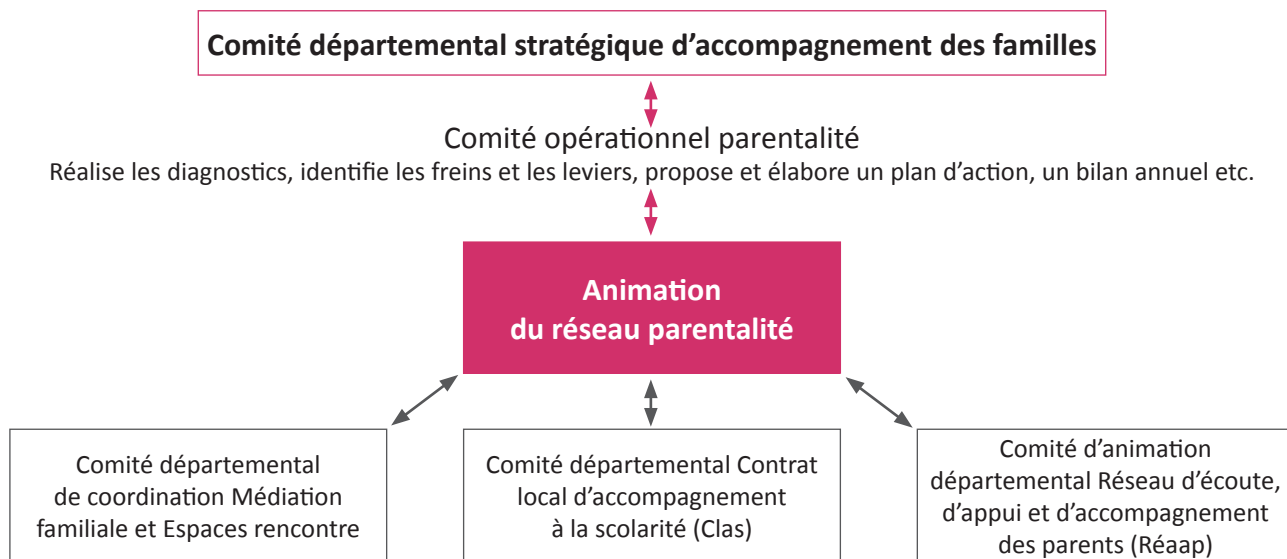
Remercions la municipalité de Brétigny-sur-Orge qui nous a accueilli à la Maison Neuve, les intervenants ainsi que l'ensemble des services de la Caf pour l'organisation de cette journée.

# La gouvernance du Schéma départemental d'accompagnement des familles

## Quel rôle pour le comité opérationnel parentalité ?

**S**igné le 7 juillet 2016, le Schéma départemental d'accompagnement des familles (Sdaf) met en avant l'objectif à la fois de développer les services aux familles mais aussi de réduire les inégalités territoriales parfois très marquées dans l'accès à ces services. Au regard de ces ambitions et afin d'impulser une transversalité et une articulation entre les dispositifs, l'ensemble des partenaires s'est retrouvé sur la volonté de définir une gouvernance dans le domaine de la parentalité.

Ainsi un **comité opérationnel parentalité** sera mis en place afin de contribuer aux réflexions menées au sein du comité départemental stratégique d'accompagnement des familles. Il aura pour objectif de mettre en œuvre un plan d'action, de coordonner l'instruction des dossiers et le financement des dispositifs, de communiquer sur le volet parentalité ainsi que la mise en réseau des opérateurs.



### Des relais locaux pour une mise en cohérence des actions parentalité sur les territoires.

À travers l'élaboration des projets « familles », l'animation de la vie sociale contribue au foisonnement des actions parentalité. Les centres sociaux, en particulier ceux disposant d'un référent familles, sont fortement invités à développer un projet « familles » visant à répondre aux problématiques familiales du territoire, et à soutenir tout particulièrement les parents dans leur rôle éducatif. La mise en œuvre du projet « familles » repose sur une démarche participative réunissant les parents, les enfants, les professionnels du centre social et, le cas échéant, d'autres acteurs du territoire.

### Les référents familles dans l'accompagnement à la parentalité sont des relais efficaces pour impulser une dynamique d'accompagnement à la parentalité.

En s'appuyant sur les dispositifs tels que le Réaap ou encore le Clas, le référent famille demeure l'interlocuteur privilégié pour coordonner un réseau local de proximité. À ce titre, un réseau départemental des référents familles pourrait voir le jour. Il aura pour objectif de coordonner, animer les orientations départementales et décliner à l'échelle locale pour être au plus près des besoins des familles.



## PORTAIT DE **Hatice Calik**

Reférente départementale parentalité à la Caf de l'Essonne

« **C'**est avec mon master de sociologie en ingénierie de projet et développement social urbain en poche que j'ai amorcé ma carrière professionnelle dans la fonction publique territoriale. J'ai assuré la coordination de projets en renouvellement urbain, en gestion urbaine de proximité dans une collectivité locale, puis j'ai pris en charge les dispositifs de la politique de la ville au sein d'une intercommunalité. Ces premières expériences ont été révélatrices de mes appétences en matière de pilotage et d'animation de projets relevant de l'action sociale.

Souhaitant poursuivre une carrière au sein d'un organisme orienté davantage vers le social et déployant des dispositifs universalistes à destination des familles, j'ai intégré la caisse des Allocations familiales (Caf) de l'Essonne en septembre 2016. Aujourd'hui, référente départementale parentalité, j'interviens dans la mise en œuvre stratégique d'une politique globale d'accompagnement à la parentalité. Mes principales missions portent sur la mise en place de cette politique sur le territoire essonnien. Je travaille, à cet égard, en étroite collaboration avec ma collègue animatrice départementale du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Réaap). Au-delà d'une mission d'appui à l'instance stratégique départementale d'accompagnement des familles (qui se traduira prochainement par le recensement des besoins, l'élaboration de plan d'actions et l'évaluation des dispositifs), je suis chargée d'animer le comité opérationnel de soutien à la parentalité.

Le Schéma départemental d'accompagnement des familles (Sdaf) prévoit de redéfinir et d'améliorer la lisibilité des dispositifs existants dans le champ de la parentalité. **La notion même de parentalité demeure**

**un enjeu fort sur nos territoires.** L'évolution de notre société souligne la nécessité d'agir en la matière et d'accompagner les familles quel que soit leur profil : en couple, recomposées, monoparentales. Pour ce faire, la Caf de l'Essonne, accompagne l'émergence de projets transversaux et s'appuie sur le déploiement de dispositifs à partir des besoins repérés :

- Les Lieux accueils enfants-parents (Laep) pour favoriser la socialisation des tous petits et rompre l'isolement des parents,
- Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas) pour faciliter les relations familles/écoles,
- La médiation familiale et les Espaces rencontre pour intervenir au sein des familles rencontrant des conflits liés à la séparation,
- Le Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents afin de mieux les soutenir dans l'exercice de leur fonction parentale (Réaap).

Je partage les principes de la co-éducation et suis convaincue qu'il nous faut encore soutenir de nombreux projets. Je souhaite renforcer la collaboration avec tous nos partenaires pour être au plus près des attentes et des besoins des familles essonniennes. Pour ce faire, nous allons devoir investir et renforcer nos actions, dans les mois et années à venir, sur plusieurs chantiers dont **la mise en réseau et la communication.**

**Dans un contexte d'évolution des dispositifs parentalité, la mise en réseau des acteurs et l'interaction**

**qu'elle suscite, le soutien financier des projets sont des objectifs partagés et à consolider** dans le cadre du Sdaf.

**La communication auprès des partenaires et des parents, reste fondamentale.** C'est pourquoi il nous faut travailler la visibilité et la lisibilité de nos actions ainsi que celles des acteurs locaux par le biais d'outils tels que le site **www.mon-enfant.fr** ».





# Les événements en Essonne

## Retour sur le 10<sup>e</sup> colloque Contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas) et la semaine de la parentalité à Grigny

### Laïcité : valeur ajoutée de la République

Le 10<sup>ème</sup> colloque de l'accompagnement à la scolarité porté par l'Adpep91 s'est déroulé, dans un cadre convivial, les 2 et 10 décembre 2016 à Grigny autour de la notion de laïcité. Une nouvelle fois, ce colloque a montré « combien la vie des dispositifs éducatifs notamment le Clas et la Réussite éducative sur le territoire essonnien est foisonnante et porteuse d'actions permettant aux enfants et aux jeunes de se construire en futur citoyen »<sup>1</sup>. Retour sur ces deux dates avec un temps consacré à une conférence-débat ainsi que la programmation d'un forum des acteurs.

En présence du délégué du gouvernement Vincent Lena, Yveline Le Briand maire adjointe en charge de l'Éducation et de la vie de quartier à la ville de Grigny, l'Espace culturel Sydney Bechet a accueilli le philosophe et écrivain français, Henri Pena Ruiz. Au près de plus de 140 participants, M. Pena Ruiz a défini la laïcité à travers des concepts d'émancipation, d'indivisibilité du peuple et de liberté de conscience. Dans un contexte de repli communautaire, la laïcité demeure le socle de la justice sociale et du vivre ensemble.

Le 10 décembre, avec la participation de nombreuses associations, le Centre de vie sociale a accueilli les structures Clas pour présenter leurs projets à un grand nombre de participants. Lors de cette journée, les jeunes ont slamé la laïcité.

### Une semaine parentalité à Grigny

À Grigny, une semaine entière fut dédiée à la parentalité. Le 23 janvier, date du lancement de la semaine du soutien à la parentalité à la Maison Marianne, fut l'occasion de créer un réseau d'échanges entre acteurs. Un projet ambitieux porté par le délégué du gouvernement et de nombreux partenaires institutionnels et associatifs.

La richesse des actions portées par les acteurs locaux montre combien la parentalité reste un enjeu fort et la co-éducation une finalité partagée par tous. L'Éducation nationale, la Caf et les associations volontaires ont invité les participants à venir découvrir leurs projets mis en œuvre pour et par les parents.

La Maison Marianne est un lieu associatif central, créée à l'initiative de l'État et de la Fédération d'association pour l'insertion professionnelle et sociale (Faip), avec le soutien de nombreux

partenaires. Inaugurée le 25 novembre dernier, la structure située Place aux Herbes, est identifiée comme un lieu de coordination des partenaires favorisant les rencontres entre professionnels et œuvrant pour la mise en place des animations à destination des publics.



### Quelques chiffres clés

- 23 institutions et associations ont présenté leurs actions tout au long de la semaine
- 150 participants environ

1. Propos recueillis par l'Adpep91.

# ZOOM ACTEUR !

**La caravane du partage, une association qui propose un lieu de vie de proximité itinérant dans le Sud-Est de l'Essonne. Un secteur territorial à investir en actions.**

**« En milieu rural, il faut aller à la rencontre des habitants et rompre l'isolement des familles ». Propos recueillis auprès de madame Bénédicte Carpentier, Fondatrice de l'association.**



**L**a caravane du partage est une association fondée en novembre 2014 dans le sud de l'Essonne et plus précisément sur trois communes de la Communauté de communes du Val d'Essonne : **Cerny (2015), Ballancourt et Itteville (2016).**

Au menu, des moments de convivialité partagés autour de repas, des séances d'ateliers manuels et des jeux de société, du lundi au mercredi de 11 heures à 17 heures. Des sorties sont également proposées, une fois par trimestre.

**Le principe est simple : « on se déplace avec notre matériel pour investir les communes, aller à la rencontre des habitants et de ceux qui sont les plus éloignés des lieux de vie sociale ».**

L'objectif principal est de participer à la création de nouveaux liens sociaux en étant au plus près des attentes des habitants. Pour ce faire, la caravane du partage s'appuie sur trois concepts clés :

- **La participation des habitants** à la création des projets,
- **L'intergénérationnalité,**
- **L'itinérance** afin d'atteindre un public large dont ceux éloignés des lieux de vie sociale.

Actuellement, l'association fonctionne avec le soutien des bénévoles. Elle touche **une cinquantaine de participants, des seniors et des familles monoparentales.**

**« Le réseau permet de faire connaître l'association et de créer de l'entraide. Le partenariat est fondamental pour la réussite des projets ».**

Les communes d'interventions de l'association, les partenaires institutionnels (*le Conseil départemental, la Caf, la Msa, la Communauté de communes du Val d'Essonne*) et associatifs (*le Clic de l'Orge Essonne, les Petits frères des pauvres, la Maison des Part'Âges, le Village retraite, l'Asamd*) sont mobilisés pour soutenir la Caravane du partage.

Au-delà du dispositif *Vacances familles* proposé par la Caf, l'association s'est inscrite dans une démarche de préfiguration d'un Espace de vie sociale (Evs)<sup>1</sup>, pour se déployer au mieux sur

le terrain. Cette démarche requiert l'élaboration d'un projet social sur deux ans autour des grandes orientations : travailler sur la mobilité des publics via un système de covoiturage, renforcer la participation des habitants au cœur des projets, soutenir l'intergénérationnalité. L'Evs est lui-même financé par la Caf de l'Essonne.

**Le bouche à oreille, une communication qui reste efficace.** L'association diffuse un planning mensuel dans le cadre du réseau. De nombreuses communes souhaitent une intervention étendue de la Caravane du partage. Cependant, l'association a un objectif bien précis : pérenniser ses actions. Le recrutement d'un jeune en service civique est en cours de réflexion pour renforcer l'animation. **À suivre !**

**Contact :** [lacaravanedupartage@gmail.fr](mailto:lacaravanedupartage@gmail.fr)



1. Dispositif Caf





**Directeur de la publication :** Christine Mansiet, Directrice de la Caf de l'Essonne  
**Rédacteur en chef :** Laurent Courtois, responsable communication

**Les membres de la rédaction :**

Caf de l'Essonne : Laurent Courtois, Hatice Calik, Sonia Kapela, Gabrielle Lanzarotti,  
Laetitia Jeanne, Stéphanie Meyer

Conseil départemental de l'Essonne : Nicolas Semenou

Direction départementale de la cohésion sociale de l'Essonne : Éric Vegas Dangla

Conception et réalisation : agence COM&O

Dépot légal : 1<sup>er</sup> semestre 2017 - Impression SIRI Paris

N° ISSN 2275-7104

